



Les grands titres:

- Mali : attaques meurtrières contre un camp de la MINUSMA et le local d'un prestataire de l'UNMAS à Gao
- Ban Ki-moon déplore que 2016 soit une année meurtrière pour les réfugiés et migrants en Méditerranée
- Syrie : sur fond de percée de Daech, deux experts de l'ONU appellent à protéger les civils
- Corée du Nord : le Conseil de sécurité condamne les tentatives répétées de tir de missile balistique
- Un rapport externe sur la police dans les opérations de paix de l'ONU appelle à changer de paradigme
- Sahara occidental : le chef de l'ONU attristé par le décès du chef du Front Polisario
- DPI/ONG : La conférence s'achève sur l'adoption d'un plan d'action pour les ONG et le développement durable
- Au Burkina Faso, le PAM s'efforce de lutter contre la sous-nutrition dans les communautés rurales

Mali : attaques meurtrières contre un camp de la MINUSMA et le local d'un prestataire de l'UNMAS à Gao



Des Casques bleus à Menaka, au Mali.
Photo : MINUSMA/Marco Dormino

1 juin - Deux attaques meurtrières ont visé mardi un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et le local d'un prestataire de services du Service de lutte antimine des Nations Unies (UNMAS) à Gao, dans le nord du pays, a annoncé la Mission.

« Ce soir, à environ 20h45, le camp de la MINUSMA, situé dans le quartier Château d'Eau à Gao, a été la cible d'une attaque par mortiers ou roquettes. Les faits exacts sont encore à déterminer », a souligné la MINUSMA dans un communiqué de presse.

Selon les rapports préliminaires, un Casque bleu chinois a été tué, trois Casques bleus grièvement blessés et plus d'une dizaine des membres du personnel de la MINUSMA, dont des civils, ont été légèrement blessés et ont reçu le traitement médical requis.

« Les dégâts matériels sont en cours d'évaluation et les informations préliminaires indiquent que des conteneurs de logement du personnel ont été détruits. La MINUSMA a déployé des hélicoptères d'attaques pour effectuer des surveillances aériennes et une force de réaction rapide est en train de patrouiller dans la ville de Gao », a précisé la Mission.

L'attaque du camp de la MINUSMA a été suivie d'une autre attaque à l'arme légère qui a ciblé le local d'un prestataire de services de l'UNMAS situé dans un autre quartier de la ville le Gao. Deux agents maliens privés de sécurité qui gardaient le local et un expert français de la compagnie ont été tués.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité de l'ONU ont fermement condamné mercredi ces attaques.

« Le Secrétaire général est scandalisé par ces attaques terroristes perpétrées hier à Gao, au Mali, contre les Nations Unies »,



a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et aux gouvernements de Chine, de France et du Mali. Il a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Le Secrétaire général est profondément préoccupé par la récente série d'attaques dirigées contre la MINUSMA qui ont tué 12 soldats de la paix et blessé beaucoup d'autres rien qu'en mai. Il rappelle que rien ne peut excuser ces actes de terrorisme contre les hommes et les femmes qui servent au sein des Nations Unies pour aider le peuple du Mali à rétablir la stabilité et la paix à travers le pays. Le Secrétaire général exhorte le gouvernement du Mali, avec le soutien de ses partenaires, à enquêter rapidement et à faire en sorte que les auteurs rendent des comptes. Il appelle également les populations du Mali à fournir des informations sur les attaques aux autorités », a ajouté le porte-parole.

Dans les prochains jours, le Secrétaire général a l'intention de présenter des propositions au Conseil de sécurité pour renforcer la posture et les capacités de la Mission. Il a demandé une nouvelle fois que les forces de la MINUSMA soient adéquatement équipées pour fonctionner dans un environnement dangereux et imprévisible comme le Mali.

Les membres du Conseil de sécurité ont aussi fermement condamné l'attaque contre le camp de la MINUSMA. Ils ont présenté leurs sincères condoléances à la famille du Casque bleu tué, ainsi qu'au gouvernement de la Chine et à la MINUSMA.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité a demandé au gouvernement du Mali d'enquêter rapidement sur cette attaque et de traduire les auteurs en justice. Il a rappelé que les attaques visant des Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre.

Plus tôt, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a aussi présenté ses condoléances aux familles des victimes des deux attaques et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Je suis révolté par ces attaques vicieuses, lâches et totalement inacceptables contre le camp de la MINUSMA où réside le personnel de la Mission, des civils en majorité, hommes et femmes, et contre le personnel de la compagnie partenaire d'UNMAS, également des civils, dans une ville où la MINUSMA et UNMAS ont beaucoup investi en efforts en appui aux autorités locales et en soutien aux populations », a déclaré M. Annadif.

Le Représentant spécial a exhorté le gouvernement malien et les autorités locales de Gao à garantir que les responsables de ces crimes ignobles soient identifiés et traduits en justice.

« Ces crimes contre le personnel de la MINUSMA et le personnel associés des Nations Unies ne peuvent plus être tolérés et demeurer impunis », a souligné M. Annadif.

Ban Ki-moon déplore que 2016 soit une année meurtrière pour les réfugiés et migrants en Méditerranée



Des garde-côtes portant secours à des réfugiés et migrants au large de l'Italie.
Photo HCR/Carlotta Sami

1 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit profondément attristé par la mort de centaines d'hommes, femmes et enfants en mer Méditerranée au cours des derniers jours.

Dans un communiqué de presse publié mardi soir par son porte-parole, le chef de l'ONU a exprimé ses plus sincères condoléances aux familles et amis de ceux qui ont péri.

Le Secrétaire général a noté « avec une grande détresse » que 2016 est une année particulièrement meurtrière pour les réfugiés et migrants, sachant qu'environ 2.510 personnes ont trouvé la mort en tentant de traverser la mer Méditerranée depuis le mois de janvier, par rapport à 1.855 décès sur la même période en 2015.

Selon les dernières estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), près de 204.000 réfugiés et migrants ont effectué la traversée au cours des cinq premiers mois de l'année 2016, dont au moins 880 d'entre eux seraient morts la semaine dernière dans une série de naufrages et de chavirements en Méditerranée.

Si le Secrétaire général a salué les « efforts courageux » des opérations conjointes italiennes et européennes de recherche et de sauvetage en mer, il a toutefois appelé les gouvernements et organisations concernées à « redoubler d'efforts pour sauver les personnes en mer et s'attaquer aux réseaux de passeurs et de traite des êtres humains dans la mer Égée et la mer Méditerranée ».

M. Ban a par ailleurs appelé à une réponse globale d'envergure mondiale, face aux grands mouvements de réfugiés et de migrants, y compris via l'assouplissement général des voies migratoires légales.

« La réunion de haut niveau du 19 septembre prochain à l'ONU sur cette question sera une occasion unique de se mettre d'accord sur un tel cadre », a-t-il déclaré. « Cette réunion sera également l'occasion de démontrer une plus grande solidarité et une responsabilité partagée envers les pays qui accueillent la grande majorité des réfugiés ».

Syrie : sur fond de percée de Daech, deux experts de l'ONU appellent à protéger les civils



Une femme prépare un repas dans le camp de déplacés de Bab Al Salame, près de la frontière avec la Turquie, dans le gouvernorat d'Alep, en Syrie (janvier 2014). Photo OCHA

1 juin - Deux experts des Nations Unies sur les personnes déplacées et les exécutions sommaires ont appelé mercredi à protéger immédiatement des milliers de civils pris au piège dans le nord de la Syrie, suite à la multiplication récente des attaques perpétrées par Daech dans la région d'Alep.

Selon les derniers rapports dont dispose l'ONU, Daech s'est rapidement emparé d'un grand nombre de villages au cours des derniers jours et s'est établi à moins de deux kilomètres de la ville d'Azaz, mettant en péril les personnes déplacées qui vivent dans des camps près de la frontière turque et d'autres communautés vulnérables dans la zone.

Dans un communiqué de presse conjoint, publié à Genève, en Suisse, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani, et le Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, ont exprimé leur préoccupation face à la perspective d'un nouveau déplacement massif de populations dans la région et à la prise pour cible des civils vulnérables ou pris au piège, y compris ceux qui ont déjà été déplacés par le conflit.

« En dépit de rapports faisant état d'actions entreprises pour ouvrir les routes et octroyer le droit de passage aux civils assiégés, la situation se détériore et des réponses urgentes sont nécessaires pour sauver des vies », a déclaré M. Beyani.

Le Rapporteur spécial a indiqué qu'environ 165.000 personnes déplacées restent bloquées à la frontière turque, dans les établissements touchés par des bombardements et des frappes aériennes. « Si la sécurité ne peut être assurée pour les personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie, il incombe aux pays voisins d'ouvrir leurs frontières et de garantir un passage sûr et le droit de demander l'asile », a souligné M. Beyani.

Selon lui, les agences humanitaires et les ONG ont évacué une partie du personnel, ce qui limite les programmes d'assistance humanitaire pour les personnes déplacées et d'autres civils, y compris l'apport de soins médicaux. Le personnel hospitalier a été évacué et au moins trois travailleurs humanitaires auraient été grièvement blessés dans les zones proches du conflit.

« Des informations non confirmées indiquent que les militants de Daech ont exécuté des familles, y compris les femmes et les enfants, ayant des liens présumés avec des groupes affiliés à l'armée syrienne libre dans la ville de Kiljibrin », a déclaré de son côté M. Heyns. « Si elles sont vérifiées, toutes ces actions constitueraient des exécutions sommaires et pourraient constituer des crimes de guerre ».

Les deux experts ont noté que les personnes déplacées et d'autres personnes dans la zone de conflit auraient également été arrêtées. Soupçonnées d'appartenir à des groupes d'opposition, leur sort serait à l'heure actuel incertain.

« Nous demandons la cessation de la violence pour permettre aux civils pris au piège de quitter les zones de conflit aussi rapidement que possible et de la façon la plus sécurisée possible », ont ajouté les rapporteurs spéciaux de l'ONU.

Corée du Nord : le Conseil de sécurité condamne les tentatives répétées de tir de missile balistique



Le Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Evan Schneider

1 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a fermement condamné les récentes tentatives de lancement de missile balistique de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), les 27 et 28 avril, et 31 mai derniers, tout en précisant que ces dernières ont échoué.

« Ces tentatives de lancement répétées constituent une grave violation des obligations internationales de la RPDC en vertu des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013) et 2270 (2016) », a déclaré le Conseil dans un communiqué de presse.

Les membres du Conseil ont déploré toutes les activités de la RPDC liées à des missiles balistiques, y compris ces « multiples tentatives avortées » de lancement, notant que ces activités contribuent au développement par la RPDC de systèmes de lancement de l'arme nucléaire et à « l'augmentation des tensions ».

Le Conseil a en outre regretté que la RPDC détourne des ressources afin de poursuivre son programme de missiles balistiques, alors même que les citoyens du pays « ont de grands besoins non satisfaits ».

Les 15 membres se sont aussi dits préoccupés par le fait que la RPDC ait continué à procéder à des tentatives de lancement après celles du 15 et 23 avril 2016, « au mépris flagrant des déclarations répétées du Conseil de sécurité » sur la question.

Le Conseil a de nouveau appelé la RPDC à abstenir de nouvelles actions, y compris des essais nucléaires, en violation de ses résolutions pertinentes.

Les membres du Conseil ont appelé tous les États Membres à redoubler d'efforts pour mettre pleinement en œuvre les mesures imposées à la RPDC par le Conseil de sécurité, en particulier les mesures globales contenues dans la résolution 2270 (2016).

Le Conseil a en outre demandé au Comité créé par la résolution 1718 (2006) d'intensifier ses efforts pour renforcer l'application de la résolution 2270 (2016) et aider les États membres à respecter leurs obligations en vertu de cette résolution et d'autres résolutions pertinentes.

Le Conseil de sécurité a réitéré l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est en général. Il a exprimé son engagement en faveur « d'une solution pacifique, diplomatique et politique » à la situation et a salué les efforts déployés par les membres du Conseil, ainsi que d'autres États, afin d'y parvenir.

Un rapport externe sur la police dans les opérations de paix de l'ONU appelle à changer de paradigme



La Police des Nations Unies mène une opération de recherche dans un site de protection des civils à Juba, au Soudan du Sud. Photo : MINUSS

1 juin - Si la police des Nations Unies (UNPOL) est progressivement devenue l'un des principaux piliers des opérations de consolidation de la paix de l'Organisation, elle doit désormais repenser son modèle opérationnel pour faire face à cette évolution, indique un nouveau rapport externe, rendu public mercredi au siège de l'ONU, à New York.

Selon les conclusions de la 'L'examen externe des fonctions, de la structure et des capacités de la Division de la police des Nations Unies' ('External Review of the Functions, Structure and Capacity of the UN Police Division'), les capacités dont dispose à la fois la Division de la police de l'ONU et les éléments de police déployés sur le terrain sont limitées par le modèle opérationnel actuel de l'UNPOL.

« Le modèle actuel est largement axé sur l'approvisionnement et semble dépendant des capacités fournies par les pays contributeurs de police », indique en effet le rapport, réalisé par une équipe indépendante nommée en janvier dernier par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous. « [Ce modèle] est trop rigide et basé sur un déploiement ad-hoc et relativement à court terme pour être réellement capable d'influencer les changements structurels et de renforcer les capacités institutionnelles ».

Plus précisément, ce rapport révèle que le modèle opérationnel actuel est basé sur une série d'hypothèses qui limitent directement la capacité de la Division de la police et des éléments de police de l'ONU à remplir leur mandat.

« En bref, les États membres et le Conseil de sécurité [de l'ONU] se retrouvent face à un choix difficile. Ils peuvent maintenir le statu quo et autoriser des mandats plus réalisables, cohérents avec les résultats que sont à même de fournir les éléments de police en vertu du modèle opérationnel actuel (renforcement des capacités limité et développement institutionnel). Ou bien, ils peuvent soutenir un changement du modèle opérationnel actuel pour permettre aux éléments de police d'œuvrer dans le cadre de mandats sur mesure, en leur fournissant des capacités de police accrues, capables de mieux répondre aux défis des opérations de paix actuelles », explique le rapport, qui avait été lancé suite à la publication en septembre 2015 du rapport du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, intitulé 'L'avenir des opérations de paix des Nations Unies : application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix'.

L'équipe indépendante en charge de la rédaction du rapport est coprésidée par Hilde F. Johnson, une ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général, et Abdallah Wafy, le Représentant permanent du Niger auprès des Nations Unies, et ancien Chef de la police civile et Représentant spécial adjoint du Secrétaire général auprès de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Dans le cadre de la sortie du rapport, Mme Johnson, M. Wafy et un troisième membre de l'équipe, Mark Kroeker, ont participé à une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York.

A cette occasion, Mme Johnson a souligné que le rôle de la police dans les opérations de maintien de la paix n'est pas pleinement reconnu dans le système des Nations Unies, où les déploiements militaires sont prioritaires.

« Le modèle de déploiement militaire a depuis bien trop longtemps influencé la façon dont les agents de police sont déployés. L'accent a été en grande partie mis sur le nombre et moins sur les compétences qu'ils apportent », a poursuivi Mme Johnson.

L'équipe indépendante a par conséquent proposé dans son rapport un nouveau modèle opérationnel qui mettrait l'accent sur le renforcement des institutions et des capacités spécialisées, plutôt que sur le nombre de personnes déployées.

Le rapport constate par ailleurs que les processus de la Division de la police et de l'UNPOL restent trop influencés par une culture militaire de maintien de la paix. Il suggère ainsi que l'UNPOL, sans devenir une agence de développement, devrait

adopter une approche plus basée sur le développement.

En outre, l'étude indique que les éléments de police ont exprimé de profondes inquiétudes au sujet du manque d'orientation sur le terrain de la part du Siège.

« En réalité, la capacité et les ressources actuelles de la Division de la police sont insuffisantes et n'ont pas augmenté au rythme des tâches supplémentaires et de la complexité accrue des mandats de police dans les opérations de paix », déclare le rapport.

Le rapport insiste par conséquent sur la nécessité de réaliser un changement de paradigme dans le modèle opérationnel de l'UNPOL, y compris en mettant la police au centre de la paix, de la stabilité et du développement.

« Si nous oublions les institutions de contrôle, le Ministère de l'intérieur et d'autres qui permettent d'exercer un contrôle sur la police, les réformes ne vont pas aboutir », a toutefois mis en garde Mme Johnson. « Il doit y avoir une approche globale. A cette fin, les capacités civiles sont nécessaires et urgentes au sein des missions de police », a-t-elle ajouté.

Prenant le Soudan du Sud en exemple, Mme Johnson a noté que « s'il y avait eu un mandat de police plus fort et si le nouveau modèle opérationnel avait été en place avant la crise, la police nationale du Soudan du Sud aurait peut-être été en mesure de mieux résister aux tensions ethniques et de ne pas autant s'impliquer dans ce conflit ».

Afin de mettre en œuvre un nouveau modèle opérationnel pour la Division de la police et l'UNPOL, le rapport préconise plusieurs mesures clés, y compris élever le poste de Conseiller pour les questions de police au rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU.

En outre, le niveau actuel des effectifs de la Division de la police doit être augmenté, préconise le rapport, afin qu'il soit proportionnel au rôle accru joué par la police dans les opérations de paix.

Le rapport recommande également que la planification des opérations de paix et de leurs mandats de police soit basée sur une analyse politique et technique approfondie du contexte sur le terrain.

Sahara occidental : le chef de l'ONU attristé par le décès du chef du Front Polisario



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (droite) avec feu le Secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz. Photo : ONU/Eskinder Debebe

1 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré mardi soir avoir appris avec tristesse le décès de Mohamed Abdelaziz, qui était le Secrétaire général du Front Polisario depuis 1976.

Selon la presse, Mohamed Abdelaziz est décédé à l'âge de 68 ans à la suite d'une longue maladie.

« Au fil des ans, M. Abdelaziz était devenu une figure centrale dans la recherche d'une résolution du conflit du Sahara occidental. À ce titre, il a rencontré de nombreux fonctionnaires des Nations Unies, y compris les Secréaires généraux successifs, le plus récemment, en mars, au cours de la visite du Secrétaire général dans les camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf, en Algérie », a souligné son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a présenté ses condoléances à la famille de M. Abdelaziz et au Front Polisario.

Le Secrétaire général « attend avec impatience de continuer à s'efforcer d'aider les parties à parvenir à une solution politique mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental », a dit son porte-parole.

DPI/ONG : La conférence s'achève sur l'adoption d'un plan d'action pour les ONG et le développement durable



Cérémonie de clôture de la conférence DPI/ONG à Gyeongju, en République de Corée. Photo ONU

1 juin - Un plan d'action mondial sur l'implication des organisations non gouvernementales (ONG) dans la réalisation des objectifs de développement durable a été adopté mercredi à Gyeongju, en République de Corée, au dernier jour de la 66ème Conférence annuelle du Département de l'information (DPI) de l'ONU et des ONG.

« Cette conférence a démontré une nouvelle fois l'importance pour les Nations Unies d'investir dans les partenariats avec les universités et les ONG », a déclaré la Secrétaire générale adjointe de l'ONU à la communication et à l'information, Cristina Gallach, lors de la cérémonie de clôture de cette Conférence DPI/ONG.

Adopté à l'issue de trois jours de discussion dans la ville coréenne, le Plan d'action de Gyeongju fournit des orientations concrètes pour améliorer la capacité des ONG à faire pression sur les gouvernements afin que ces derniers s'engagent à mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

« L'ONU est résolue à continuer de soutenir et de collaborer avec les ONG et les universités dans nos efforts conjoints pour promouvoir et mettre en œuvre avec succès le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a poursuivi Mme Gallach.

« Les ONG du monde entier ont apporté leur passion et leur expertise lors des consultations animées qui ont abouti à ce document final. Nous leurs sommes reconnaissants pour toutes les contributions reçues et nous sommes très fiers du Plan d'action de Gyeongju », a déclaré de son côté le Dr. Scott Carlin, co-président de la conférence et professeur de géographie à l'Université de Long Island, aux Etats-Unis.

« Nous espérons que Gyeongju a été une source d'inspiration pour la finalisation d'un plan d'action véritablement fédérateur qui soit utile pour les ONG, partout où elles opèrent », a ajouté à sa suite le second co-président de la conférence, le Dr. Yukang Choi.

Pour la première fois dans l'histoire de la Conférence DPI/ONG, des représentants de la jeunesse ont par ailleurs publié une Déclaration des jeunes à l'issue de ces trois jours.

Participant à l'évènement, l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, a noté que cette conférence a « souligné l'urgence d'investir davantage dans l'éducation pour la citoyenneté mondiale, afin de libérer le potentiel de cette génération massive d'enfants et de jeunes ».

« Malheureusement, les jeunes ne sont pas encore suffisamment impliqués dans les processus d'élaboration des politiques dans le monde entier », a déclaré de son côté la Représentante de la communauté baha'ie auprès de l'ONU, Saphira Rameshfar.

« La Déclaration des jeunes est un rappel nécessaire du fait que la présence des jeunes est importante au niveau décisionnel et du leadership, et pas seulement dans les forums de jeunes et conseils spécialisés, mais aussi dans les espaces où les orientations de la société dans son ensemble sont décidées », a ajouté Mme Rameshfar.

Le Plan d'action de Gyeongju a été élaboré grâce à un processus de consultation mondiale multipartite durant et en amont de la conférence. Il a été adopté lors de la dernière séance plénière de la Conférence DPI/ONG.

Au Burkina Faso, le PAM s'efforce de lutter contre la sous-nutrition dans les communautés rurales



Une famille partageant un repas au Burkina Faso. Photo : OCHA / Ivo Brandau

1 juin - Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est réjoui mercredi d'une contribution financière de 8 millions d'euros de l'Allemagne, qui permettra à l'agence onusienne de mettre en œuvre des activités de prévention et de traitement de la sous-nutrition au Burkina Faso.

Cette contribution « va permettre aux ménages pauvres et vulnérables de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces populations sont confrontées de manière récurrente aux chocs externes tels que les sécheresses et les inondations qui affectent sérieusement leurs moyens d'existence », a déclaré le Représentant du PAM au Burkina Faso, Jean-Charles Dei, dans un communiqué de presse.

Cet appui sera utilisé pour financer un paquet d'initiatives multisectorielles telles que l'éducation nutritionnelle par le biais de la communication pour le changement de comportement, la mise en œuvre d'approches intégrées de création d'actifs productifs et de développement de l'élevage pour promouvoir la production agricole et diversifier l'alimentation et la nutrition des ménages vulnérables.

En dépit des efforts entrepris par le gouvernement du Burkina Faso et ses partenaires, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure difficile pour plus de la moitié des ménages.

Plus de 2,5 millions de personnes réparties dans toutes les régions seront sous stress alimentaire en 2016. De plus, 10,4% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigüe et 30,2% présentent un retard de croissance, symptomatique de malnutrition chronique.

Face à cette situation, le gouvernement du Burkina Faso et le PAM mettent en œuvre une assistance de juillet 2015 à juin 2017 pour renforcer les moyens d'existence, lutter contre la sous-nutrition et développer la résilience des communautés vulnérables aux chocs. Plus de 20.000 personnes vulnérables bénéficieront de cette aide en 2016.